

Les dix pour cent :

mesure pédagogique ou mesure politique ?

Christian POSLANIEC

Certains définissent les 10 % comme une mesure gouvernementale prise de toute urgence pour parer à la crise de l'institution scolaire que la grève des lycéens, notamment, a mise en évidence face à l'« opinion publique ». L'Etat capitaliste continuerait donc à gérer l'Education Nationale au jour le jour et par conséquent seule une mobilisation importante parviendrait à lui arracher des réformes sur lesquelles il tenterait de revenir, par la suite, en situation plus favorable.

D'autres mettent en garde contre une vision caduque de la politique bourgeoise dans l'Education Nationale et affirment l'existence d'un projet **cohérent** de transformation de l'Education Nationale ; un plan à long terme destiné à rendre de nouveau crédible l'institution scolaire ; les 10 % en constitueraient l'une des premières mesures. L'analyse du rapport de la « Commission des Sages » (cf. l'article de J.-M. Matagne dans le No 8 de la revue *L'Ecole Emancipée*) montre que les 10 %, comme la nouvelle définition des obligations de service (15e recommandation), comme l'institution d'établissements d'essai (11e recommandation) ou la mise en place de la formation permanente (12e recommandation) font partie d'une « *liste de mesures significatives pour une institution bloquée, comme l'est aujourd'hui l'Education Nationale* ». Il s'agit de « *faire les jeunes citoyens mieux à l'aise dans le monde contemporain* » et ceci par une « *action fermement poursuivie pendant plus de 15 ans* ». Et qu'on ne se fasse pas d'illusions, cette fois, il va falloir « *réformer en profondeur notre pédagogie qui n'a que peu évolué depuis des décennies* » comme l'affirmait Fontanet à l'Assemblée Nationale, le 5 juin 1973.

Or, selon qu'on adopte l'une ou l'autre analyse, notre mode d'intervention doit être différent. Dans le premier cas, on investit les 10 % et on tente d'exploiter la contradiction d'un système bourgeois obligé d'octroyer des mesures libérales pour apaiser l'agitation. Mais dans le second cas, investir les 10 % est un piège tendu par la bourgeoisie et dans lequel on peut fort bien se précipiter les yeux fermés. En effet, la bourgeoisie en tant que classe dirigeante qui se soucie davantage de la conservation du système capitaliste que de la défense des enseignants réactionnaires — qui, jusqu'à présent, étaient l'un des meilleurs garants de la reproduction du système mais qui, dorénavant, contribuent par leur immobilisme à provoquer des mouvements de masse des scolarisés, ce qui déconsidère l'école et conduit à s'interroger sur son rôle devenu trop apparent — la bourgeoisie peut fort bien choisir de s'appuyer, dans un premier temps, sur les enseignements libéraux et même « révolutionnaires » **contre** les enseignants réactionnaires, afin de faire « évoluer » la masse des réacs vers un libéralisme rosâtre qui permettra de redorer le blason de l'instruction « démocratique ». Ce ne serait que dans un second temps qu'elle se débarrasserait des enseignants « révolutionnaires », après les avoir utilisés à leur insu.

On continue à vivre sur une image mentale de la bourgeoisie plus proche de la littérature (Balzac, Maupassant, Flaubert) que de la réalité économique. On continue à lier valeurs traditionnelles et intérêts économiques bourgeois et c'est sans doute une erreur.

On n'analyse pas assez les points de concordance entre les projets de réformes « profondes » du type « Commission des Sages », les projets de transformation du « travail en miettes » dans les usines, la mise en place de la formation continue et l'accentuation de la répression à tous les niveaux. Il y a une cohérence certaine entre ces différents terrains de lutte. En outre, le développement du travail contractuel, intérimaire et auxiliaire qui tend à disposer d'une vaste main-d'œuvre variable et **adaptable** par nécessité, laisse prévoir également une période longue de mutation.

Faire subir une mutation à l'Education Nationale **afin** de perpétuer le système capitaliste, qu'est-ce que ça signifie ? Ça veut dire que, d'une part, il faut transformer ce qui a contribué à mettre l'institution en crise : la fonction sélective de l'école en premier lieu, la fonction de transmission idéologique en second lieu.

Mais que, d'autre part, il faut **inventer** en même temps une nouvelle façon de donner à l'école une fonction sélective et une fonction de transmission idéologique, **sous couvert de démocratisation**, car ce sont là les seules fonctions de l'école dans la pérennisation du système capitaliste.

On peut penser, par exemple, qu'une analyse approfondie des projets de la bourgeoisie amènerait à constater que la sélection ne se manifesterait plus aussi ouvertement que sous la forme des deux réseaux mis en évidence par Baudelot et Establet dans *L'Ecole capitaliste en France* (cf. le compte rendu de ce livre dans *L'Éducateur* 6-7). La bourgeoisie tentera de revaloriser le mythe du tronc commun, notamment en destructurant les fameux cycles I, II, III (ce qu'on aperçoit déjà à travers les différentes réformes du cycle III et également à travers les 10 % qui, pour une fraction de temps, abattent les cloisons **trop apparentes**). Quel type de sélection efficace mettra-t-elle à la place ? Se contentera-t-elle de repousser à la sortie du premier cycle, en troisième, la sélection qui, avant de se poursuivre et s'accroître dans le secondaire s'établissait d'abord à la sortie du primaire ? Il semble plutôt qu'elle choisisse un système de planification : prévoir par régions quels seront les besoins en main-d'œuvre dans les diverses professions et orienter avec apprentissage de plus en plus précoce. D'après le « Rapport des Sages », la nouvelle « Inspection Générale » aura pour tâche essentielle de contrôler « *la façon dont sont formés les adolescents d'une région, et celle dont sont employés à cet effet le personnel et les ressources de l'Education Nationale* ». Pour faire passer ça, elle a des arguments convaincants : sécurité d'emploi à la sortie de l'école, scolarité préparant authentiquement l'avenir professionnel, etc. Certains projets récents et leurs échos dans l'opinion

publique (prise de position de Royer par exemple) permettent de penser qu'il y a là une concordance qui n'est pas due au hasard. Reste, pour que ce système fonctionne, à trouver un nouveau critère de sélection par l'échec, rôle joué essentiellement, jusque là, par le niveau de langage. Il semble qu'on s'achemine vers le choix des mathématiques comme critère de sélection. Il a l'avantage d'être bien plus « démocratique » ! On n'est pas mauvais en maths de père en fils alors qu'on cause mal de père en fils ! En outre, notre « civilisation technologique » n'impose-t-elle pas que tous les postes de responsabilité soient tenus par des gens ayant acquis « une solide formation mathématique » ?

Du point de vue idéologique, introduire un progrès semble, en apparence, risqué, car il y a une dynamique de la prise de conscience et de l'esprit critique telle que transformer l'idéologie pourrait bien aboutir à une remise en cause de tout le système. (Beaucoup de camarades analysent ça comme une contradiction capitaliste et tentent de l'exploiter dans ce sens sans se rendre compte, peut-être, qu'ils se font eux-mêmes exploiter idéologiquement.)

Mais il ne faut pas oublier que, dans un système en voie de libéralisation, même restreinte, il est beaucoup plus difficile d'apparaître en tant que révolutionnaires : c'est pour le coup qu'on est qualifié d'affreux gauchistes (cf. le mouvement révolutionnaire aux U.S.A. du temps où c'était le pays à la fois le plus capitaliste et le plus libéral). Qu'il est donc facile d'étendre la répression contre ces « perpétuels insatisfaits » (qui n'ont certes pas toute leur santé mentale et sont indignes du rôle d'éducateurs !). La masse des temporaires et auxiliaires est là pour boucher les trous.

En même temps, second garde-fou, si on libéralise les méthodes on définit des programmes stricts. (C'est un des projets en discussion pour le français dans les classes de transition.)

Parallèlement, on accentue la répression contre les « déviants » et l'on met en place un système de surveillance plus efficace. Par exemple, on supprime plus ou moins l'Inspection tant décriée et l'on donne aux chefs d'établissements un pouvoir de contrôle pédagogique (le renforcement des pouvoirs des chefs d'établissements va dans ce sens) : le projet existe. A terme tous les « déviants » sont virés de l'Education Nationale et l'enseignement est interdit aux « non-laïcs » (tous ceux qui sont engagés dans un parti !), ce qui existe déjà dans d'autres pays. Cf. le

« Rapport des Sages » qui conseille de « mettre en place des mécanismes auto-régulateurs qui rendent impossibles ou difficiles des pédagogies totalement déviantes ». Question : la pédagogie Freinet est-elle totalement déviante ? Si oui, par rapport à quoi ? Si non, n'est-ce pas inquiétant ?

Bien entendu, l'ensemble de ces transformations doit pouvoir se faire au moindre coût et le nouveau système être, si possible, moins onéreux que le précédent. (Dans ce sens, l'aphorisme : le patron qui utilisera assurera la formation, est de rigueur). L'auxiliariat répond également à cette préoccupation ainsi que la planification des besoins en main-d'œuvre pré-orientée. Mais il y a sans doute des tas d'autres conséquences qu'il serait bon d'analyser, notamment sur l'avenir possible des luttes corporatives ou des luttes sur les conditions de travail.

Consécutivement, l'Université ne peut que changer. Quel rôle lui attribue la bourgeoisie dans son projet cohérent ? Se peut-il qu'elle résolve la crise des facs littéraires en valorisant les facs scientifiques (puisque le nouveau critère de sélection scolaire serait les maths) et en transformant les facs de lettres en bastions de la formation continue sans rapport avec des débouchés professionnels ? Il faudrait également creuser l'analyse dans cette direction.

Pour les 10 %, il faut peut-être cesser de prôner un débordement pédagogique possible du projet puisque ça aboutit à terme à l'exclusion des militants ou, s'ils veulent rester dans l'Education Nationale, à un assagissement donc à une pratique réformiste.

Ça ne signifie pas qu'il faille abandonner le terrain à la bourgeoisie mais on peut utiliser la brèche sans s'y engouffrer, par exemple en investissant les 10 % pour favoriser, non pas le progrès pédagogique mais l'auto-organisation pédagogique des profs et des élèves, l'auto-organisation des conditions de vie et de travail dans l'établissement, etc. Prôner la concertation de tous les usagers de l'établissement, faire surgir les points de rupture entre l'administration et les désirs des usagers : on ira peut-être moins loin dans un premier temps (et encore !) mais il y aura prise en charge collective. Car l'auto-organisation a une dynamique peu récupérable dans la mesure où elle n'isole pas quelques éléments qu'on peut balancer après.

Christian POSLANIEC

vers L'AUTOGESTION

un ouvrage de 210 pages 15,00 F

Une classe autogérée ou en marche vers l'autogestion est un milieu de vie complexe et unique dont le climat semble difficilement traduisible par des mots ou par des chiffres. Ce document est donc une monographie comportant essentiellement une description de l'évolution de la vie et du travail dans une classe au cours d'une année scolaire. Avec une préface de Jean Vial.

M Adresse Code postal

demande à la CEL de lui livrer "Vers l'autogestion"
ci-joint règlement 15 F
par chèque postal - chèque bancaire

signature :

à retourner à CEL - BP 282 - 06403 CANNES - CCP 115-03 Marseille